

## São Tomé et Príncipe

L'économie a progressé de 4.5 % en 2010. À compter de 2011, d'importants investissements privés dans la prospection pétrolière et l'aménagement d'un port en eau profonde devraient permettre de renouer avec le rythme d'avant la crise de 6 % en 2012.

Soucieux de concrétiser son projet visant à faire de l'archipel un pôle régional de transport et à doper le développement national, le nouveau Premier ministre intensifie les contacts diplomatiques et commerciaux avec des partenaires émergents, notamment en Afrique.

Malgré des avancées, les indicateurs sociaux restent médiocres. La croissance, peu diversifiée, n'arrive pas à créer d'emplois pour les pauvres ruraux et les jeunes citadins.

Le produit intérieur brut (PIB) de la République démocratique de São Tomé et Príncipe (STP) a marqué le pas en 2009 avant de rebondir légèrement en 2010, à 4.5 %, selon les estimations. L'aide étrangère et le secteur tertiaire – notamment le tourisme, le bâtiment et la vente au détail – ont tiré l'activité. Les prévisions tablent sur un taux de croissance de 5.0 % en 2011 et 6.0 % en 2012, grâce aux investissements directs étrangers (IDE) dans la prospection pétrolière et l'aménagement d'un nouveau port en eau profonde. Les perspectives à plus long terme restent cependant largement tributaires du potentiel encore incertain du secteur pétrolier, le démarrage de la production n'étant pas attendu avant 2016.

Les politiques macroéconomiques resteront restrictives. La politique budgétaire s'efforce de contenir les dépenses primaires actuelles à travers une meilleure gestion des finances publiques. Parallèlement, des mesures juridiques et techniques conjuguées à une augmentation des taxes frappant les importations liées aux futurs projets d'investissement devraient progressivement améliorer les recettes budgétaires. La politique monétaire cherche à maintenir l'arrimage du dobra (STD) à l'euro (EUR), introduit en janvier 2010. Toujours largement liée aux cours du pétrole et des denrées alimentaires importées, l'inflation a ralenti, à environ 11.4 % en 2010 (contre 16.7 % en 2009), grâce à la rigueur économique imposée par cet arrimage. Cette tendance baissière devrait se maintenir, pour autant que les politiques budgétaires respectent leurs objectifs et que les prix alimentaires internationaux restent stables. D'immenses défis structurels demeurent, cependant : l'alourdissement du poids de la dette, la vulnérabilité aux chocs extérieurs et l'absence de diversification.

Tant que les recettes pétrolières ne se concrétisent pas, le gouvernement restera fortement tributaire du financement extérieur. Les IDE ne devraient pas retrouver leurs niveaux d'avant-crise jusqu'au scrutin présidentiel de 2011. En 2010, les investissements ont été tirés par le secteur public, financé par des dons et des prêts assortis de conditions libérales. L'aide publique au développement (APD) a conservé son niveau de 2009 même si les décaissements ont été suspendus jusqu'à l'issue des élections législatives du mois d'août. Pour l'instant, l'APD a compensé le manque de dynamisme des IDE tout au long de 2010, favorisant le léger rebond de la croissance économique. Mais elle pourrait chuter en 2011, étant donné les pressions croissantes sur les budgets des donateurs.

Des partenaires émergents jouent depuis longtemps un rôle majeur dans le développement économique et social du pays. Si le Taipei chinois fait figure d'ancien, l'Inde et le Brésil intensifient leur coopération bilatérale. Le Nigeria, l'Angola et de plus en plus de pays voisins manifestent un intérêt croissant pour l'archipel. Le nouveau Premier ministre a affiché sa volonté d'élargir les relations commerciales et diplomatiques aux partenaires émergents pour donner un coup de fouet au développement du pays. En cette période de concurrence accrue pour des ressources limitées, São Tomé et Príncipe cherche à nouer de nouveaux liens avec différents partenaires émergents sans compromettre ses relations avec ses partenaires traditionnels.

L'année 2010 a été marquée par des élections locales et législatives, en août. Le gouvernement qui en est sorti, minoritaire, aura sans doute du mal à faire adopter des textes, voire à se maintenir au pouvoir. Le nouveau Premier ministre reste fidèle à son engagement de faire de São Tomé et Príncipe un pôle régional de transbordement. Il entend promouvoir la diversification de l'économie afin de réduire la dépendance du pays à l'égard du secteur pétrolier, dont les perspectives sont incertaines. À court terme, les résultats économiques dépendront de la stabilité du nouveau gouvernement et de l'issue du scrutin présidentiel, en juin 2011. La pauvreté, qui touchait environ 54 % de la population en 2009 selon les estimations, concerne particulièrement les zones rurales et périurbaines. La recherche de débouchés professionnels alimente un exode rural qui accroît la pression sur les infrastructures de la capitale et entretient le secteur informel – qui représenterait 63 % de l'économie. Les services publics d'électricité, d'assainissement, de santé et de gestion des déchets devront monter en puissance si le pays veut conforter l'amélioration tendancielle de ses indicateurs sociaux.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

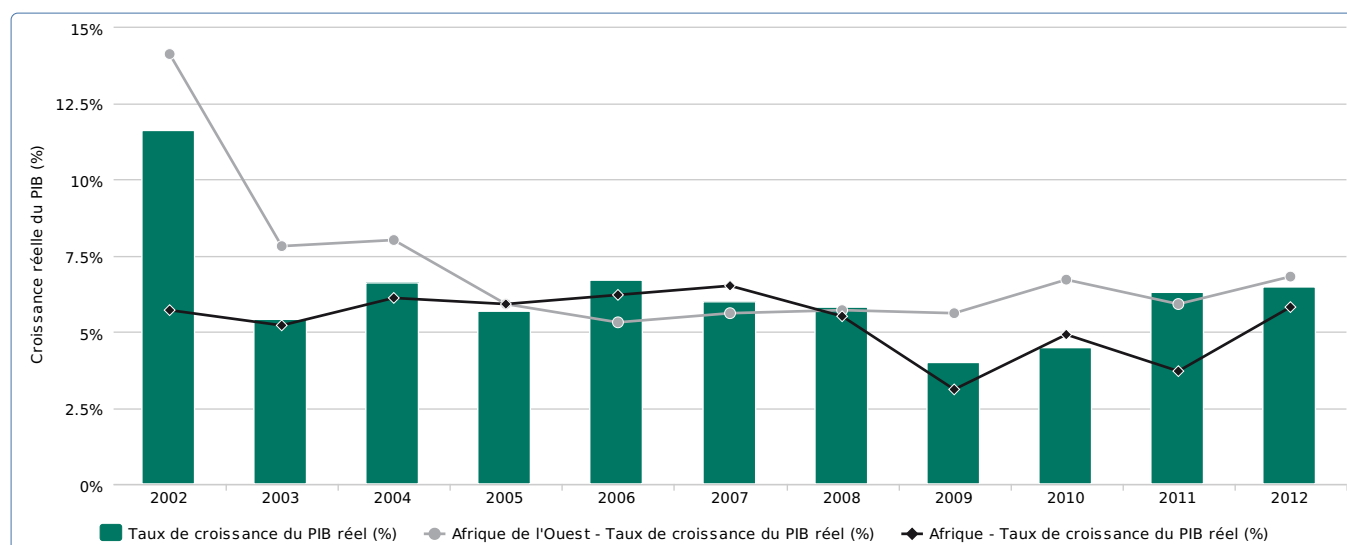
	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	4	4.5	5	6
<b>Inflation IPC</b>	16.7	11.4	7.5	6.7
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	17.6	-7.7	3.3	-8.4
<b>Balance courante % PIB</b>	-26.2	-28.1	-35.8	-34.2

**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414687>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412331>